

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2023-04-24-00007

Arrêté préfectoral de mesures d'urgence
concernant la société IMPLUS EU située à Limay
(78520), 6 avenue du Val

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
DE MESURES D'URGENCE
concernant la société IMPLUS EU
à Limay (78520)
-6 avenue du Val**

LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 512-20 ;

VU le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifié concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission ;

VU le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROTH en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-40397 du 2 décembre 2016 autorisant la société IMPLUS EU à exploiter un entrepôt de deux cellules destinées au stockage de produits combustibles et de polymères sur la commune de Limay (78520), 6 avenue du Val ;

VU l'arrêté préfectoral 78-2022-06-27-00003 du 27 juin 2022 portant délégation de signature du Préfet des Yvelines à Monsieur Victor DEVOUGE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Yvelines, sous-préfet de Versailles ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées faisant suite à l'inspection du 26 janvier 2023 ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite de contrôle du 26 janvier 2023 des installations exploitées par la société IMPLUS EU au 6 avenue du Val sur la commune de Limay, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant stocke 118 tonnes d'aérosols ;

CONSIDÉRANT que, dans son dossier d'enregistrement, l'exploitant a indiqué pouvoir stocker 480 tonnes d'aérosols au titre de la rubrique n°4321 de la nomenclature des

installations classées pour la protection de l'environnement, être en conséquence sous le seuil de classement de cette rubrique et donc non classé au titre de cette rubrique ;

CONSIDÉRANT que, à l'examen des fiches de données de sécurité des aérosols stockés fournies par l'exploitant, ces produits relèvent de la rubrique n° 4320 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; que, pour cette rubrique n° 4320, le seuil du régime de l'autorisation est de 150 tonnes, et que cette quantité correspond au seuil bas Seveso, le seuil haut étant de 500 tonnes ;

CONSIDÉRANT que, au vu du dossier d'enregistrement, la quantité d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1, susceptible d'être présente dans l'installation est de 480 tonnes ;

CONSIDÉRANT que l'installation dont l'activité a été constatée lors de la visite du 26 janvier 2023 relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°4320 la nomenclature des installations classées l'installation, et qu'elle est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite de contrôle du 26 janvier 2023, l'inspection des installations classées a constaté que la société IMPLUS EU stocke 56, 53 tonnes du produit Waterproofer et 51, 16 tonnes du produit Instant Cleaner ; que l'exploitant déclare acheter directement ces produits aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ; que l'exploitant est donc l'importateur des substances contenues dans ces aérosols ; que, au vu des informations des fiches de données de sécurité de ces produits et après vérification par sondage, les substances "Naphta (petroleum) », « hydrotreated heavy" et "Petroleum gases, liquefied" semblent importées en quantité supérieure à 1 tonne par an ; que l'exploitant n'a pas pu fournir de numéro d'enregistrement de ces substances auprès de l'Agence européenne des produits chimiques ; qu'il n'a pas indiqué avoir connaissance de l'existence d'un représentant exclusif qui serait en charge de l'enregistrement des substances auprès de l'Agence européenne des produits chimiques ;

CONSIDÉRANT, en conséquence, que l'exploitant ne dispose pas d'autorisation, tant au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, sous la rubrique n°4320 de la nomenclature, que de celle relative aux produits chimiques (règlement REACH) pour le stockage des quantités importantes d'aérosols identifiées lors de l'inspection ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté que les 118 tonnes d'aérosol extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1, présents le jour de l'inspection ne sont pas stockés dans des cellules particulières, dotées d'aménagements adaptés en termes d'aménagement et de protection du risque ; que ces aérosols sont stockés, sur l'ensemble de la surface l'entrepôt, avec les autres marchandises et sans séparations physiques adaptées ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté que les agents d'extinction des extincteurs présents dans l'entrepôt ne sont pas appropriés aux risques à combattre et ne sont pas compatibles avec les matières stockées (aérosols extrêmement inflammables) au vu des fiches de données de sécurité consultées sur site ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas de marquage dans les bassins de rétention permettant de connaître en permanence les volumes disponibles pour la rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sur le site ; que ces bassins sont partiellement remplis d'eau, de végétaux et de déchets ;

CONSIDÉRANT l'absence de maîtrise des risques liés au stockage des aérosols ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté sont indispensables pour réduire les risques d'incendie et de pollution consécutive au risque d'incendie ;

CONSIDÉRANT que l'urgence des mesures à mettre en œuvre ne permet pas de recueillir préalablement l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – MESURES D'URGENCE

Dans le délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, et tant qu'elle n'a pas régularisé sa situation administrative vis-à-vis du règlement REACH et vis-à-vis du code de l'environnement (autorisation ICPE), la société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, doit s'assurer de la prise en charge des produits qu'elle stocke, contenant les substances non enregistrées au titre du règlement européen n°1907/2006 du 18 décembre 2006 modifié susvisé, par un tiers autorisé d'une part à exploiter des installations adaptées au stockage de ces produits (au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement) et d'autre part, en situation régulière par rapport aux prescriptions du règlement européen n°1907/2006 du 18 décembre 2006 modifié susvisé.

ARTICLE 2 - PUBLICITÉ

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Limay où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Limay dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines.

ARTICLE 3 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>): :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.


Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

TITRE 1 ARTICLE 4 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Limay, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **24 AVR. 2023**

Le Préfet,


Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

Victor DEVOUGE